

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

3 août - 6 septembre 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 86

0,50 F - 5 F. B.

Amadeo BORDIGA

La terrible nouvelle nous parvient alors que ce numéro est sous presse : notre camarade Amadeo Bordiga est mort ; nouvelle d'autant plus terrible que pressentie depuis longtemps, depuis ce jour où la paralysie l'avait à demi terrassé et pratiquement écarté de notre travail politique dont il assumait jusque là la plus grande part.

Nous consacrerons les colonnes de notre prochain numéro à celui qui fut le fondateur de notre courant, le chef de la fraction abstentionniste du Parti socialiste italien et le dirigeant du premier et seul authentique Parti communiste d'Italie. Sa lutte acharnée pour le marxisme révolutionnaire, on la rencontre à toutes les pages de nos publications : textes théoriques ou articles de mordante critique, il n'est pas une ligne où ne coure son esprit, qui ne reflète fidèlement son combat.

Bordiga haïssait plus que tout l'individualisme dont la forme politique fut ce « culte du chef » qui a perverti l'Internationale communiste. Il fut l'un des premiers à dénoncer le caporalisme bigot à l'abri duquel mûrit la contre-révolution stalinienne. Personne n'a su, avec autant d'éloquence et de lucidité, montrer que l'œuvre des « grands » et des « meneurs d'hommes » — même les plus prestigieux — n'est jamais que l'expression des profonds mouvements sociaux de l'Histoire. Aussi est-ce presque une violence posthume à son égard que de rappeler sa puissante rigueur doctrinale, sa brûlante passion de révolutionnaire, son activité inlassable pour la cause, et par dessus tout cette extrême clairvoyance qui le conduisit, malgré son respect et son estime considérables pour Lénine, à s'opposer à lui sur de graves questions de tactique et à le mettre en garde contre un « révisionisme communiste » auquel l'Internationale, en 1920, prêtait déjà le flanc. S'il le fit et si sa défense acharnée de l'orthodoxie marxiste permit non seulement de sauver le programme audacieux de la III^e Internationale, mais encore de tirer les leçons de sa défaite et de sa dégénérescence opportuniste, c'est qu'il incarnait les vertus impersonnelles d'un courant historique qui plonge ses racines dans le « Manifeste communiste » et qui trouva ses meilleurs combattants dans la génération d'Octobre 1917 à laquelle il appartenait.

La grande presse se saisira peut-être de sa mémoire en l'accommodant aux recettes de son « sensationnalisme », le mêlant aux renégats qui ne dénoncent si tardivement le stalinisme que pour tomber dans les bras de la démocratie ou l'assimilant au gauchisme inventé aujourd'hui à la mode. Cette perspective n'aurait pu que déclencher le rire homérique de Bordiga lui-même.

En effet, l'œuvre politique de Bordiga, personne ne peut l'annexer, car c'est une œuvre de parti, au sens que nous donnons à ce terme, c'est-à-dire un produit de la tradition communiste, de son programme révolutionnaire et d'une fidélité intraitable aux principes du mouvement prolétarien. Ce parti à qui Bordiga a consacré le meilleur de lui-même, c'est le nôtre.

La mort d'Amadeo Bordiga est une perte irréparable, un motif d'affliction que le langage ne peut traduire, mais dans chacun des efforts de notre lutte, dans chaque acte où nous poursuivons ce qui fut le but et le sens de sa vie, il est et restera parmi nous, bien vivant.

LE CADAVRE PUANT DU STALINISME

La querelle Tillon-Marchais, peu significative en elle-même malgré les injures échangées, pourrait signifier que le P. C. F. en arrive à une échéance difficile à repousser : celle du choix impossible qui le destine, soit à s'engloutir dans la social-démocratie traditionnelle, soit à disparaître en tant que parti de masse et parti distinct.

L'intérêt de l'affaire Tillon, ce n'est pas ce qu'elle révèle, mais ce qu'elle dissimule. Marchais, contraint de se défendre devant les attaques méprisantes de son adversaire, a dû reconnaître que c'était des hommes comme Tillon « qui avaient fait du parti ce qu'il est ».

Ce n'est pas une révélation. Squelettique et décimé aux premiers jours de la guerre 1939-45, littéralement cisailé par le tournant du pacte germano-russe, le P.C.F. n'a vu ses rangs croître démesurément — jusqu'à près d'un million d'adhérents, dit-on — que grâce à la Résistance patriotique. Il ne fait aucun doute que la grande masse, en France, ne devint « communiste » que parce que ce parti avait « lutté contre l'occupant ». A la question « Pourquoi je suis communiste ? » posée dans une brochure d'après-guerre à deux bonnes douzaines « d'esprits cultivés » membres du P.C.F., la réponse, invariablement, se résumait en ceci : par patriotisme !

La logique sur laquelle, tardivement, voudrait spéculer un Tillon, est la suivante : dans un tel parti, le plus patriote devrait être considéré comme le meilleur militant. C'est oublier que « Patrie », « Liberté », « Démocratie » n'ont rien de commun avec les illusions de ceux

qui leur sacrifient leur vie. Leur contenu réel, c'est celui que la bourgeoisie dissimule sous la rhétorique des « grands idéaux républicains », c'est la défense des sordides privilèges du capital. C'est aussi ce contenu-là que lui donnait le P.C.F. en 1942-44, avec cette seule particularité qu'il le faisait toutefois sous les ordres, non pas de l'impérialisme français, mais de l'impérialisme russe alors naissant. Les Résistants socialistes ou chrétiens défendaient la patrie en tant que serveurs directs du capitalisme national. Les Résistants stalinien les faisaient au nom de l'idéologie et des intérêts d'un Etat étranger, momentanément allié de ce capitalisme. Dans ces conditions, le meilleur « communiste », aux yeux du P.C.F., n'était pas le meilleur Résistant parmi les « communistes », mais le meilleur « communiste » — c'est-à-dire le plus servile à l'égard de Moscou — parmi les Résistants. (Et s'il le faut, voir Marchais, en-dehors d'eux !)

De ce distinguo alors caché, nous n'avons l'expression au grand jour que vingt-cinq ans après. Dans le conflit, implicitement évoqué par la « Résistance communiste » et le P.C.F. et qui éclate aujourd'hui dans des sordides querelles de personnalités, ce sont ces querelles qui cachent quelque chose de sé-

rieux, tandis que ce conflit n'est qu'un fantôme qui n'eut jamais de corps. Ce fantôme, il nous faut toutefois le considérer un instant pour comprendre l'envergure de la manœuvre grâce à laquelle le stalinisme put gagner à lui des masses à tradition jacobine plus que révolutionnaire et rendues chavirées par les sourirances de la guerre, tout en utilisant dans ce but une énergie et un courage lorgés à recueillir du communisme international.

En ce qui concerne ses militants, ses cadres, toute sa dynamique de parti, le P.C.F. n'aurait jamais pu reprendre l'idéologie écumène ou réformiste s'il n'avait disposé de l'argument d'une autre idéologie. Il ne serait pas parvenu à entraîner l'avant-garde du prolétariat dans le carnage impérialiste s'il ne l'avait convaincu qu'il y avait du salut de la Russie soviétique. Il n'aurait pas fait accepter la guerre à tout ce qu'il y avait de sain dans le prolétariat s'il n'avait laissé entendre qu'elle pourrait s'achever en révolution !

Une caractéristique essentielle du second comit mondial contera au P.C.F. l'aptitude exclusive à opérer ce subterfuge idéologique : le maquis et les sabotages, par leur allure « guerre civile », entretenaient l'espoir, chez les ouvriers, que ces armes utilisées contre l'occupant pourraient ensuite être retournées contre la bourgeoisie. Telle fut la symbiose monstrueuse réussie par le stalinisme qui prétendait à la fois détruire l'Etat bourgeois et préparer sa future destruction ! Tel fut le champ d'activité et le titre de gloire de Tillon, la source même de l'illusion criminelle qu'il voudrait ressusciter.

En réalité, bon gré mal gré, ses « F.T.P. » constituaient — bien plus qu'une force militaire d'appoint pour les Alliés — l'encadrement politique de collaboration de classe destiné à plier le prolétariat à la reconstruction de ce que la guerre avait détruit. Tâche bien différente de celle d'une révolution ! La bourgeoisie, déjà assurée de ce rôle « reconstructeur » des « communistes » — et avec quelle fermeté leurs chefs syndicaux surent le tenir ! — exigeait cependant que le « retour à l'ordre » soit consacré de façon éclatante et officielle par la liquidation des F.T.P. et autres groupements armés du P.C.F. Via Moscou, l'ordre en fut transmis à Thorez qui, dès sa rentrée d'U.R.S.S., en 1945, déclara : « Les armes pour ceux qui se battent » (l'Armistice n'étant pas encore signé), c'est-à-dire : désarmement des milices patriotiques, renonciation aux quelques besognes de simple police qu'elles avaient par endroit assumées. Ce fut

(Suite page 4)

Le P. C. F. et l'abolition du salariat

Il y a belle lurette que le P. C. F. entend par « communisme » tout ce qu'on voudra, sauf ce qu'il est réellement : l'abolition de la production des marchandises et du salariat. Il y a à cela deux raisons impérieuses : la première est que le P. C. F. est resté rivé à Moscou même quand Moscou avait cessé de se préoccuper de communisme, fût-ce à longue échéance, pour ne se soucier que de développer une grande puissance industrielle nationale ; et comme elle prétendait rester communiste quand même, il fallait bien qu'elle révisé le programme communiste authentique. C'est ainsi que le P. C. F., comme tous les P. C. du monde, a fini par assimiler communisme... et croissance accélérée de l'appareil de production ! La seconde raison est qu'à mesure qu'il se subordonnait davantage au destin national de la Russie, le P. C. F. (comme tous les P. C. du monde) s'est vidé de prolétaires révolutionnaires pour se remplir de philistins, bien incapables de toutes façons et de comprendre le marxisme et de lutter contre le capitalisme national. C'est ainsi que l'abolition du salariat qui était inscrite dans le programme de la C. G. T. en 1905 est devenue en 1970 une revendication tout à fait inintelligible aux masses ouvrières.

Pourtant la condition de salarié devient si intolérable à des masses croissantes d'hommes à mesure que le capitalisme vieillit davantage qu'il faut bien l'abolir d'une façon ou d'une autre. Le P. C. F. qu'aucune « audace » théorique n'effraie l'« abolir » donc hardiment, savez-vous comment ? Il faut le voir pour le croire : il prétend que même aujourd'hui, en plein capitalisme, le salariat n'existe plus ; dans ce cas, plus de révolution sociale ; il suffisait d'y penser — et d'avoir assez d'estomac pour le dire !

Vous ne croyez pas que le P. C. F. affirme pareilles absurdités ? Détrompez-vous. Dans le numéro spécial d'Economie et Politique consacré à la démocratie renouée, économique et véritable

(avril-juin 1967, nos 153, 154, 155) tout un chacun peut lire (pp. 131-132) : « la valeur de la force de travail est composée de deux éléments : le **mini-mum physiologique** — Marx « parle ailleurs de minimum vital — qui peut varier dans de très grandes proportions, et un **élément moral** basé sur les habitudes de vie, qui est encore plus variable et fluctuant. « Marx ne tente nulle part, dans ses œuvres, de donner une définition concrète de ce qui fait « objectivement » partie — ou non — de la valeur de la force de travail, par exemple dans une région d'Angleterre quand il y vivait, étant donné le caractère extrêmement fluctuant des deux éléments cons-

titutifs. Par conséquent, (c'est nous qui soulignons !) ON NE PEUT GUERE TROUVER DE CRITERES OBJECTIFS NET-TEMENT DEFINIS POUR MESURER LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL, catégorie économique qui explique l'essence du phénomène de l'apparition de la plus-value et de l'exploitation capitaliste ».

Perplexité comique ! Voyons, le studio tout confort dans immeuble grand standing fait-il — ou non — objectivement partie de la valeur de la force de travail... du manoeuvre nord-africain, portugais ou sénégalais ? Eh bien, cher lecteur, on ne peut pas... « nettement le définir », vu que Marx a déplorablement négligé de nous donner « une définition concrète » de ce qui faisait « objectivement partie » de la valeur de la force de travail... « dans une région d'Angleterre quand il y vivait » !

On peut continuer indéfiniment le jeu des questions, en s'en tenant à ces biens qui font rêver les foules de la France bourgeoise : l'avion privé fait-il ou non objectivement partie de la valeur de la force de travail de l'ouvrier spécialisé français ? La possession de tableaux de maîtres fait-elle ou non objectivement partie de la valeur de la force de travail de l'enseignant, de l'employé, du technicien ? etc., etc... L'abruti

qui écrit ces lignes hautement « théoriques » dans la « revue marxiste d'économie » du P.C.F. ne sait pas ! Rien n'indique objectivement le contraire, voyez-vous ! Ce qui est sûr, c'est que, quel que soit le salaire que ce monsieur touche pour écrire les inepties que lui commande le P. C. F., ce n'est pas... le temps qu'il a passé pour comprendre Karl Marx qui... « entre objectivement dans la valeur de sa force de travail » mais celui qu'il lui a fallu pour stériliser et ridiculiser complètement sa doctrine. Le dernier des prolétaires a, pour juger de la valeur de sa propre force de travail, un « critère objectif » autrement « concret » et « défini » que... des réflexions imprimées de Karl Marx sur « une région d'Angleterre au siècle dernier ! Ce sont les cuisants réflexes pratiques que le patron oppo-

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les dimanches 9 et 23 août, de 10 h. à 12 h., et les samedis 15 et 29 août, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 18 et 22 août, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Abolir le salariat, c'est produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

La critique marxiste de la société bourgeoise est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges de l'opportunisme est incapable de comprendre. C'est ce que les marxistes révolutionnaires ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue de moyens de production et, plus généralement, de propriété ; alors la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette « puissance extérieure » est, comme chacun sait, la classe détentrice des moyens de production. Comme toutes les classes dominantes de l'Histoire, celle-ci vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste, le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est subordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas si simples comme le prouve déjà le fait qu'en U.R.S.S. il y a en somme... un capitalisme sans capitalistes ! S'il s'agissait exclusivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire — même s'ils ont les dents très longues — que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longeur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune commune mesure entre les milliards d'heures de travail fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industriels avancés et... les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et même de la haute bureaucratie d'Etat par-dessus le marché. Chacun sait fort bien qu'à trop bien payer « ses salariés » l'entreprise ou la firme courrait un risque pire encore que de ne pas

verser à ses actionnaires des dividendes « suffisants » à leurs yeux : elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissant pas aux besoins des salariés l'économie capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais aux lois impersonnelles du marché qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent — comme on ne cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée — la réduction des coûts de production. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la dictature du marché qui explique cet étrange paradoxe : plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesses, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus mal elle vit donc fina-

lement, si « bien vivre » ne signifie pas, comme pour le bourgeois... « acheter davantage » ! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même ! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naïfs — vrais ou simulés — qui demandent publiquement : pourquoi l'expansion ??? La chose est réjouissante, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes, qui n'ont certes jamais lu le savant « Capital » de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle : Le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux, parce que le Capitalisme produit des marchandises et non des biens d'usage.

Que la classe aujourd'hui salariée parce que dépossédée de tous moyens d'existence propres entre en possession de tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une révolution sociale qui change tout. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de « réduire les coûts de production », puisque, finalement, ce que le capitaliste appelle ainsi, c'est la vie humaine elle-même qu'il « réduit » en effet à une bien pauvre chose ! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces « coûts » ! Il ne peut être davantage de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme l'intérêt de la société tout entière et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, l'intérêt de la société tout entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis, ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors la norme capitaliste de la libre entreprise, qui dans un régime où, comme en Russie, le profit d'entreprise est tabou, est simplement limitée, tombe complètement.

La « libre entreprise » n'est en effet qu'un groupe particulier d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs ne seraient pas plus utiles dans une autre branche d'activité ; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché, sans se demander si d'autres biens ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la « guerre psychologique » à toute la population pour la persuader du besoin qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit « privée » ou comme en Russie d'Etat, le résultat est socialement le même

!) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la réglementation sociale directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée centralement en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de locaux d'habitation, trop de chansons, de films, de livres, etc. et pas assez de services d'éducation et de santé, etc... sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et déplorablement peu d'écrits communistes !)

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais — par la faute de l'opportunisme — très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à la libre entreprise signifie cesser de produire les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables ! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers n'« échangent » pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui acheter. A l'intérieur de l'entreprise, on comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triomphe à l'échelle de la société !) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de valeurs, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un prix monétaire qu'au moment où ce produit est achevé et « sort » de l'entreprise.

Mais s'il en « sort » fatalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans les limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient reculées à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde — en d'autres termes que l'en-

treprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de production) non seulement il n'est plus nécessaire d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître qu'à la limite du système si bien que lorsqu'il devient mondial, elles disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va régressant à mesure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de « marxistes » à la manqué qu'elle se maintient tant que la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît seulement là où le prolétariat domine.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir le SALARIAT LUI-MÊME puisque le salaire n'est jamais que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il suppose le marché du travail en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire l'anarchie dans la distribution des forces de travail. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrée au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une valeur et de lui assigner un prix de marché. Les membres de la société, désormais tous astreints au travail social énormément allégé, ne sont plus « rétribués » en fonction de « mérites » (!) individuels vrais ou supposés ; ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et si celle-ci est nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui, c'est que le temps passé... à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à « réduire les coûts ». « Comment produire moins et consommer plus ? » demande toujours hypocritement l'opportuniste : le voilà le secret !

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et trois à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'« utopique » et d'« irréalisable » puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportunisme n'a pas totalement abrutis : les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

L'homme au contrat entre les dents

Malgré les mises en garde répétées de M. Marcellin (« il est facile d'imaginer qui peut être le chef d'orchestre du maoïsme »), un courageux ministre français, M. Bettencourt, n'a pas hésité à se jeter dans la gueule du loup en allant à Pékin faire entendre la voix des exportations françaises : celles-ci, déjà faibles en valeur absolue, ont baissé de moitié en 1969, alors que des marchés non négligeables de biens d'équipement existent. Le courage du ministre a été récompensé : on a offert des réceptions en son honneur et le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, M. Lo Kuei-po, a notamment déclaré :

« Bien que la France et la Chine aient des systèmes sociaux différents, nous jugeons possible d'accroître les contacts amicaux » et de développer la coopération économique entre nos deux pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique » (« Le Monde », 16 juillet).

Voilà qui rassurera certainement tous ceux que des propagandistes mal informés avaient fait croire à l'existence d'une Chine révolutionnaire menaçant la tranquillité de la France : tout comme ce bon M. Khrouchtchev, tout comme MM. Brejnev et Kossyguine, tout comme n'importe quel homme d'Etat bourgeois, le président Mao n'aspire qu'à la coexistence pacifique et au commerce. Certes, il y a des « systèmes sociaux différents » — admirable euphémisme pour désigner ce que M. Lo Kuei-po croit être la différence entre société capitaliste et société socialiste — mais des gens de bonne compagnie ne vont tout de même pas en faire un obstacle pour leurs affaires !

En fin de séjour, M. Bettencourt a été reçu par le président Mao Tsé-tung qui, nous rapporte-t-il, l'a chargé de ses vœux « pour le peuple de France, pour M. Pompidou, président de la République, » et pour le général de Gaulle, souhaitant que la France persévère dans une politique qui lui vaut le respect de tous les peuples qui aspirent à la décolonisation, l'indépendance et la paix » (« Le Monde », 17 juillet).

Voilà qui remettra du baume au cœur des citoyens à qui une propagande mal intentionnée tente d'expliquer que les pays capitalistes avancés entretiennent des rapports impérialistes avec les pays du tiers-monde : le capitalisme français fait exception, le président Mao dixit — et c'est tout de même une caution en la matière !

Il est donc bien doux d'être Français à la lumière de la pensée de Mao Tsé-tung, puisque la France réussit le tour de force d'être un pays capitaliste développé mais 1) non impérialiste, 2) qui mérite le respect des pays arriérés (en particulier du Tchad, du Biafra, de la Nouvelle-Calédonie, sans compter tous ceux qui sont exploités par Houphouët-Boigny interposés ou par le simple jeu du marché mondial), 3) avec lequel des pays « socialistes » peuvent coexister pacifiquement et surtout 4) chercher à développer leur commerce.

Le capitalisme a dû bien changer depuis Marx et Lénine puisqu'il y a maintenant de bons capitalistes. Quant à la Chine « révolutionnaire », ce n'était qu'un malentendu : le couteau entre les dents a fait place à la traite sur la Banque Française du Commerce Extérieur.

Défense du socialisme ou défense de l'uranium ?

La presse tchèque a récemment dénoncé (« Le Monde » du 23 juillet) les membres d'une Commission gouvernementale qui, en 1968, ont voulu rompre le monopole de l'U.R.S.S. pour l'achat de l'uranium tchèque — à un prix évidemment inférieur à celui du marché mondial — et signer des contrats pour la construction d'une usine de piles à uranium avec la General Electric et Westinghouse. La « Pravda » de Bratislava prête à des « ingénieurs tchécoslovaques » les commentaires suivants :

« Le socialisme n'était même pas mentionné par ces froids calculateurs qui, semblables aux hommes d'affaires capitalistes, étaient prêts, par intérêt, à faire du commerce avec n'importe qui et à conclure de sordides marchés... Ils ne tenaient pas compte du monde divisé, du danger de guerre et d'impérialisme. Leur seul critère était le dollar, ou la livre sterling et le mark. »

Crime impardonnable, en effet, de penser au dollar quand on est dans la zone rouble un pays autre que la Russie. Les bonnes affaires avec les pays occidentaux, les ventes de pétrole et de gaz, les achats d'équipements modernes, tout cela est réservé à Moscou. Quant aux pays satellites, ils sont là pour servir de réservoirs de matières premières à bas prix, en échange de produits ou d'équipements russes de seconde zone. Refiler ses vieux camions pour se payer, des usines neuves : voilà une définition du socialisme à laquelle Lénine n'avait pas pensé.

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(La première partie de cette étude a paru dans le numéro 84 du "prolétaire" ; elle a été elle-même précédée, dans notre numéro 82, d'une présentation sommaire des publications du parti sur la « question chinoise »).

La perspective marxiste

Les révolutions nationales de la bourgeoisie se terminent en Europe dans la seconde moitié du XIX^e siècle; sous la poussée de la pénétration capitaliste et des premières manifestations de l'impérialisme, les régimes arriérés voient se développer le nouveau mode de production et les catégories sociales qui lui sont liées, avant même de pouvoir adapter les formes politiques du régime pré-capitaliste à la nouvelle réalité en développement.

C'est en particulier le cas de la Russie tsariste. La pénétration du capital étranger et le renouveau du capital local, forment dans une société arriérée des îlots d'un capitalisme très concentré, très moderne, avec toutes les conséquences que cela entraîne, et en premier lieu, la création d'un prolétariat, peu nombreux eu égard à l'extension géographique du pays et à sa population totale, mais directement jeté dans les conditions d'une lutte de classe anti-bourgeoise et anti-capitaliste. La présence de ce prolétariat, d'une part, et de l'autre la pression du capitalisme international, empêchent la bourgeoisie nationale de s'attaquer à la vieille superstructure pré-capitaliste, inadaptée aux nouveaux besoins. Si elle subit le joug de l'impérialisme, la bourgeoisie nationale craint bien davantage la classe prolétarienne en plein élan, qui a su saisir les leçons des luttes du passé et possède déjà un programme politique complet, bien défini. Comme le constatait Lénine, en Russie « la révolution bourgeoise est impossible comme révolution de la bourgeoisie », et l'analyse marxiste de cette situation, déjà rencontrée dans l'Allemagne de 1848, constituait le point fort des bolcheviks dans leur lutte pour la conquête du pouvoir, contre la conception mécaniste et réactionnaire du menchévisme.

Les marxistes n'ont jamais considéré les révolutions nationales en elles-mêmes, sans les relier à la situation générale, historique dans laquelle elles se développaient. C'est pourquoi ils proclamèrent en 1914 que l'ère de la révolution prolétarienne mondiale était ouverte. Même dans les pays arriérés, même dans les colonies, tout mouvement social se déroule dans le cadre général d'un capitalisme parvenu à son ultime stade et peut donc mettre au premier plan la classe prolétarienne entraînant derrière elle une classe paysanne victime du même exploitateur, la bourgeoisie « compradore » liée à l'impérialisme par des liens plus solides que son aspiration à l'indépendance. La réalisation des objectifs politiques et nationaux de la bourgeoisie eux-mêmes se trouvait donc subordonnée à la lutte prolétarienne et supposait la prise révolutionnaire du pouvoir. Ou bien se réalise alors ce que Lénine appelait la « croissance » de la révolution bourgeoise aboutissant à la dictature du prolétariat appuyé par les masses paysannes, ou bien la bourgeoisie nationale et internationale reprend le dessus, bloquant du même coup la transformation politique et so-

ciales, ou tout au moins lui imposant des voies de traverse, des compromis, des demi-mesures et surtout une répression terrible des ouvriers et paysans, toujours à la pointe de la lutte révolutionnaire, qui interrompt brutalement le mouvement en avant.

Cette perspective était bien claire pour les bolcheviks. Pour eux, le prolétariat devait se tenir à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste et non à sa remorque ; et à la tête du prolétariat et non point à la remorque de la bourgeoisie, devait se trouver le parti communiste fort de son programme et de son action indépendants, luttant pour le pouvoir en stricte liaison avec le prolétariat des métropoles impérialistes, dont seule la victoire pouvait permettre à un régime politique communiste régnant sur une économie encore largement arriérée de survivre et par la suite de sauter par-dessus la phase bourgeoise dans le cadre d'un plan économique général contrôlé par le prolétariat de toutes les nations.

Les Thèses du II^e Congrès de l'Internationale communiste sont particulièrement nettes à cet égard : « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois, démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. »

« Le premier tente de diriger le second et y a souvent réus-

La trahison stalinienne

A la perspective marxiste d'une révolution prolétarienne qui prend en charge les tâches d'une bourgeoisie nationale défaillante pour les dépasser et imposer, à la tête des masses paysannes et aux côtés du prolétariat mondial, ses objectifs propres, l'opportunisme stalinien oppose donc en 1925-27 une conception voisine de la « révolution par étapes » des menchéviks.

Du fait que la bourgeoisie nationale est victime elle aussi de la domination impérialiste, le stalinisme conclut tout à fait arbitrairement qu'elle a un rôle révolutionnaire de premier plan à jouer et possède des caractéristiques sociales et politiques tout à fait différentes de ses homologues des pays avancés. C'est tout le contraire qui est vrai, en réalité. Alors que le prolétariat commence à agir de façon autonome, la bourgeoisie des pays coloniaux ou semi-coloniaux a beaucoup changé par rapport à l'époque où elle tentait de s'opposer à la pénétration européenne. Liée au capitalisme international par des liens économiques et politiques, elle est enfermée dans un dilemme insoluble : si ses intérêts particuliers lui commandent de donner une structure plus moderne au pays (indépendance et unification), elle recule devant la nécessité de mettre en mouvement, pour réussir, des forces sociales qu'elle craint de ne pouvoir contrôler.

si dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et essayer de développer un sentiment de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

« Dans un premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises telle que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction doit être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des soviets de paysans et d'ouvriers. Ces soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier. »

C'était là la seule perspective féconde. Que le stalinisme lui ait tourné le dos en soumettant le prolétariat et son avant-garde politique à la direction petite-bourgeoise et nationaliste du Konomintang, ne lui enlève rien de sa validité. Il suffit en effet de considérer quelle féroce répression la bourgeoisie nationale dut exercer sur le prolétariat et la paysannerie pauvre pour comprendre qu'un mouvement communiste basé sur le prolétariat et entraînant la paysannerie avait devant lui une perspective de développement historique grandiose. Le crime de l'opportunisme a été de sacrifier complètement ce mouvement révolutionnaire ; l'ironie cruelle de l'histoire voulait que, ce faisant, il sacrifie du même coup les perspectives révolutionnaires purement bourgeoises, alors même qu'il abandonnait la lutte indépendante du prolétariat pour se rallier aux mots d'ordre purement nationalistes de la bourgeoisie.

Trotsky tirera magistralement les leçons d'une telle situation : « Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive la politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les classes... L'impérialisme est en Chine une force d'importance primordiale. La source de cette force ne réside pas dans les navires de guerre croisant sur le Yang-tsé, mais dans les liens économiques et politiques du capital étranger avec la bourgeoisie indigène. »

Mais lorsque les contradictions sociales en Chine ont suffisamment grandi pour qu'un affrontement général s'impose, l'opportunisme s'est malheureusement déjà rendu maître de l'Internationale communiste et les directives qu'il lance au prolétariat contiennent le germe de sa défaite. En effet, l'opportunisme lui impose de renoncer à son rôle propre, à l'indépendance de son parti de classe et de capituler devant les perspectives bourgeoises.

En 1924, sur l'ordre de Staline, le Parti communiste chinois adhère au Konomintang, adoptant du même coup les « trois principes du peuple » de Sun Yat-sen, le programme officiel de la bourgeoisie auquel devraient correspondre en pra-

tique trois « étapes » de la révolution. La première, l'« étape militaire », devrait aboutir à l'éviction de l'impérialisme et à l'unification de la Chine ; la seconde, l'« étape éducative », devrait préparer le « peuple » à la démocratie ; La troisième devrait réaliser cette même démocratie. Dans le langage de l'opportunisme stalinien, ces trois étapes sont désignées comme « anti-impérialiste », « paysanne » et « soviétique » !

Pour montrer la monstrueuse déviation que représente une telle politique, il suffit de rappeler les thèses du II^e congrès de l'Internationale communiste que nous avons déjà citées :

« L'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même... A son premier stade, la révolution dans les colonies ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir. »

L'« avant-garde » communiste fut au contraire condamnée par l'opportunisme à servir d'arrière-garde dans les luttes

sociales. Alors que les prolétaires étaient poussés par la crise vers des positions toujours plus radicales et s'opposaient tout à la fois à l'impérialisme et au régime bourgeois intérieur, son état-major politique s'intégrait au mouvement démocratique bourgeois, abandonnant toute action indépendante, adoptant les thèses nationalistes et les imposant aux exploités comme l'expression de leurs propres aspirations. Les conséquences de cet abandon (qui ne peut être considéré comme une « erreur » puisque les thèses, les mots d'ordre de l'Internationale communiste dans sa période initiale et jusqu'à sa manière d'aborder le problème national ne laissaient pas subsister le moindre doute sur la voie à emprunter) ne tardèrent pas à se faire sentir dans la lutte révolutionnaire. C'était comme si toutes les leçons des luttes prolétariennes depuis 1848 avaient été oubliées ou reniées par la classe ouvrière ; en réalité, comme la Gauche communiste le comprit et le dit immédiatement, le mouvement, sous la direction de l'opportunisme accomplissait ses premiers pas sur le terrain de l'adversaire et, comme on le vit trop bien par la suite, rien ne pourrait être sauvé après ce glissement fatal : théorie et organisation pratique, victoire révolutionnaire en Russie et perspective de révolution internationale, tout serait balayé.

(A suivre)

Quand le gauchisme fait feu de tout bois

La "Ligue communiste" ne manque pas de culot. A peine la « bombe Tillon » avait-elle explosé qu'elle se mettait en devoir d'annexer le personnage en lui consacrant un article élogieux de son journal "Rouge". Ceux de "Lutte Ouvrière", qui besognent à une unification laborieuse avec les amis de Krivine en sont restés sidérés : « La Ligue communiste va-t-elle refaire une virginité révolutionnaire à Tillon ? » se demandent-ils dans leur numéro 98.

Eh oui, messieurs les gauchistes, chez vous on fait feu de tout bois. Mais de quel bois ! "Lutte Ouvrière" en suffoque presque : il s'agit d'un stalinien authentique et de premier rang, d'un adulateur de Staline à l'époque où celui-ci exterminait la vieille garde bolchevique, d'un intime de Marty, lui-même célèbre par sa chasse aux révolutionnaires en Espagne. Pis encore, il s'agit d'un ancien ministre de l'Air qui présidait au bombardement de la première insurrection algérienne en 1945 !

« On ne construit pas un parti révolutionnaire — écrit "Lutte Ouvrière" — en faisant des courbettes humiliantes devant un Tillon... ». « On n'éduque pas ses militants en leur mentant par omission pour voiler le passé d'un homme qui fut à la fois, comme haut dignitaire stalinien et comme ministre bourgeois, un des pires ennemis des révolutionnaires et du prolétariat en général ». Fort bien dit. Mais l'article de "Rouge" est-il aussi « surprenant » que "Lutte Ouvrière" affecte de le croire ?

Nous, il ne nous surprend pas. Pour peu qu'on sache ce qu'est la "Ligue communiste", d'où elle vient, ce que sont ses méthodes, on ne s'étonne pas que l'ex-commando politique destiné à noyauter les Jeunesses communistes se rue sur cette aubaine politique : récupérer un de leurs anciens chefs. "Lutte Ouvrière" s'en indigne. Mais, à y regarder de plus près, de quel droit ? Ce petit scandale ne gêne en rien ses discussions avec la "Ligue" qui se poursuivent sur la page d'à-côté. Il ne touche donc en rien à l'essentiel, c'est-à-dire, pour deux courants qui, pratiquement, ne sont d'accord sur rien, à leur désir commun de s'unifier à tout prix.

Par ailleurs, "Rouge", en accueillant Tillon, ne fait que singer, à son échelle dérisoire, un précédent historique retentissant : celui de la III^e Internationale imposant aux communistes français, en 1920, le social-traité Cachin. Ce dernier pleurait de joie en voyant flotter le drapeau tricolore sur Strasbourg redevenue française, Tillon s'est battu pour défendre le sol sacré de la Patrie ! Ce qui est caractéristique de la manœuvre politique, dans le premier cas comme dans le second, c'est que le symbole politique respectivement incarné par chacun des deux intéressés est sacrifié aux « recrues » qu'il peut apporter au mouvement : avec Cachin, ses amis du centre socialiste et un grand journal : "L'Humanité" ; avec Tillon, ses compagnons d'infortune qui ont brillé dans la Résistance, mais sans en être récompensés par le parti.

La disproportion est flagrante ? Sans doute : c'est celle qui sépare l'Internationale communiste et son programme grandiose des courants confusionnistes du gauchisme actuel. Mais cela ne change rien à l'essence de la méthode qui, depuis l'original historique prestigieux jusqu'à sa caricature actuelle, procède de la même conception. Entre l'admission de Cachin et autres crapules centristes dans l'I. C. et la formation des P. C. acceptant quantité de non-communistes, entre « l'entrisme » pratiqué par Trotsky et les immondes magouillages pratiqués par les gauchistes actuels court le même fil historique, la même infraction aux principes et à l'expérience du prolétariat qui fut fatale à la III^e Internationale et continue à pervertir les résidus du trotskisme.

Le racolage politique que pratique "Rouge" n'est que l'application en détail de « l'entrisme » que la IV^e Internationale réalisa en grand. Il a le même fondement : l'hypothèse qu'on peut se renforcer en adoptant des éléments ou des organisations qui n'ont pas le même programme politique. Que ceux qui, chez les trotskystes, n'ont pas été « entristes » jettent à "Rouge" la première pierre !

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants ; peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste International :

il programma comunista
journal bi-mensuel

et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

Le P. C. F. et l'abolition du salariat

(Suite de la 1^{re} page)

se à ses plus modestes revendications d'augmentation de salaire ! Ah, ces politiciens « réalistes », quel sens pénétrant ils ont... de la réalité bourgeoise !

L'agnosticisme économique d'Economie et Politique n'est pourtant pas aussi complet que cela ressort du passage précédent. On lit en effet p. 130 de la même « étude théorique » : « Si, sur une longue période la force de travail s'est renouvelée effectivement à l'échelle sociale, « du point de vue du nombre » nécessaire des travailleurs et « de leur répartition nécessaire en qualifications professionnelles et sans qu'il y ait en « moyenne détérioration de leurs « forces physiques et intellectuelles, on peut dire que la « valeur de la force de travail « est mesurée en moyenne pour « l'ensemble de la classe ouvrière par la moyenne générale des « salaires réels dans la période « considérée » (p. 130).

Eh bien, voilà donc quand même un « critère objectif nettement défini » de « mesure de la valeur de la force de travail ». Eh bien, pas du tout ! Car « sur « une courte période on ne peut « pas dire avec certitude si la « force de travail se renouvelle « effectivement dans toute son

« intégrité physique et intellectuelle » (p. 131).

On écrit dans une « revue marxiste d'économie », mais on ne s'aperçoit pas qu'il y a un moyen extrêmement précis au contraire de savoir si « la force de travail se renouvelle effectivement dans toute son intégrité physique et intellectuelle » : c'est 1^o de compter le nombre de prolétaires des pays sous-développés que notre beau capital national a dû importer pour que les travaux les plus durs, les plus rebutants, les plus dangereux soient accomplis en dépit de la désaffection que leur témoignent les prolétaires nationaux ; 2^o de dénombrer les malades, les fous et les délinquants que le Capital a produits « sur une courte période » ; 3^o de regarder un peu les aptitudes de la jeunesse ouvrière au travail quand elle entre dans la production, et 4^o pour « l'intégrité physique et intellectuelle » de la force de travail, d'aller un peu « interviewer » le prolétaire en fin de semaine ! « Agnostiques ou cyniques canailles, les « théoriciens » d'Economie et politique ?

Quoi qu'il en soit, la conclusion de toutes ces recherches confirme ce que nous affirmions au départ, car on lit, p. 130, cette affirmation superbe : « De toutes façons, « Marx explique nettement que

« la valeur de la force de travail « ne peut constituer en régime « capitaliste la limite supérieure « des salaires ». Vous n'avez pas mal lu : il est bien dit en régime capitaliste. Marx a bien expliqué que le « prix de la force de travail sera déterminé par les frais de production, par le temps de travail qui est nécessaire pour produire cette marchandise, la force de travail... par les frais qui sont nécessaires pour conserver l'ouvrier en tant qu'ouvrier et pour en faire un ouvrier », Economie et Politique ne le cache pas ! (cf. p. 128 !) Et néanmoins il fait dire à Marx exactement le contraire de ce qu'il a toujours dit sous le prétexte que... devinez ? « ce n'est pas essentiellement l'évolution de la valeur de la force de travail qui détermine celle des besoins » (basés sur les habitudes de vie, comme on a vu plus haut) entrent eux aussi dans la valeur de la force de travail, et pas seulement « le minimum vital ». Bref, Karl Marx aurait écrit Le Capital dans le but unique d'expliquer aux prolétaires qu'il ne fallait pas prendre... les apparences pour des réalités et s'imaginer que le régime capitaliste, en faisant de la force de travail une marchandise, mettait une certaine « limite supérieure » à la satisfaction des besoins sociaux du prolétariat !

Ce qui sauve ces faussaires, c'est que personne ne les lit. Marx a prévu que le conflit permanent qui existe en régime capitaliste entre les besoins des prolétaires et ce que le régime du salariat leur permet d'en satisfaire conduirait inévitablement, tôt ou tard, à la révolution sociale. Eh bien, pour le P. C. F., voici ce que devient cette prévision scientifique : « A notre « époque, le développement accélééré du progrès technique et « de la production met continuellement sur le marché des « produits nouveaux en quantités « rapidement massives. Le développement des échanges et des « voyages, la publicité les font « connaître presque immédiatement. Une telle ambiance, une « telle incitation à la consommation est très différente de « celle qui existait du temps de « Marx ». Et alors ? Ces messieurs en concluent-ils que le Capital est en train de creuser sa propre tombe ? Pas du tout ! Ils en concluent seulement que tout cela « amène les travailleurs à « penser qu'il serait normal et « possible qu'ils puissent disposer « de ces produits nouveaux et « adopter des habitudes de vie « d'un niveau plus élevé ».

Il est vrai que le boom économique qui a suivi le second massacre mondial et qui dure depuis tantôt vingt-cinq ans incite les

masses naïves à penser qu'il serait « normal » et « possible » non seulement de « disposer de produits nouveaux », mais aussi de travailler moins. Silence ! C'est là une psychologie collective qui vaudra de graves ennuis à la bourgeoisie dans les années à venir, même si la crise générale doit encore tarder.

Le rôle de communistes véritables consiste précisément à expliquer aux travailleurs que ce qui leur semble à eux « normal » et « possible » de leur point de vue ne l'est aucunement du point de vue de la production capitaliste, c'est-à-dire de l'économie fondée sur le salariat et produisant valeur et plus-value. Leur rôle est donc de montrer aux travailleurs (non par des mots, mais par des actes, dans la lutte réelle, qu'elle soit syndicale ou autre), que seule la révolution communiste peut réaliser leurs aspirations.

Mais le rôle des faussaires du P. C. F., quel est-il ? De faire croire aux masses salariées que leurs aspirations sont parfaitement réalisables en régime capitaliste, c'est-à-dire en production marchande, dans les limites du salariat et qu'il suffit de changer de gouvernement.

Les pires contre-révolutionnaires, dans la tourmente qui mûrit, ce sont eux !

Le cadavre puant du stalinisme

(Suite de la 1^{re} page)

l'écroulement de la perspective promise - « de la Libération à la Révolution » -, la ruine des ambitions de Tillon, la révélation cynique des véritables buts de guerre de Staline et de ses Alliés, ce que les maoïstes - qui n'hésitent pas aujourd'hui à se fabriquer une idéologie en fouillant dans les poubelles sanglantes de la seconde guerre impérialiste - appellent encore la « trahison des intérêts du peuple » !

Une « trahison » qui n'empêcha pas Tillon d'accepter des places de ministre dans plusieurs gouvernements bourgeois... ce qui nous autorise à planter là cette querelle entre « glorieux F.T.P. » et « éminentes grises de Moscou ».

**

En 1947, lors de la rupture entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis et de l'expulsion consécutive des ministres « communistes » des gouvernements occidentaux, l'attachement inconditionnel des P.C. à Moscou était encore primordial pour les Russes. Sans négliger un autre mobile - le discrédit du parti auprès des ouvriers mécontents de deux années de « retroussez-les-manches » - on ne peut douter que la fin de l'idylle entre « communistes » et partis nationaux n'ait été ordonnée par le Kremlin qui redoutait la remise en cause de sa zone d'influence en Europe.

Mais depuis que la « guerre froide » a fait place à la « coexistence pacifique », depuis que l'U.R.S.S. est devenue l'une des premières puissances industrielles du monde, il serait absurde de penser qu'elle a besoin des P.C. comme « cinquième colonne » à l'intérieur du dispositif occidental. Pourquoi donc ces partis n'envoient-ils pas Moscou à tous les diables et ne convolent-ils pas en libres noces avec les partis « progressistes » de tous les pays ?

Une réponse un peu à l'em-

porte-pièce dirait qu'ils ont désormais davantage besoin des Russes que les Russes n'ont besoin d'eux. Pour ramener cette explication à ses dimensions exactes, il faut identifier les tendances contradictoires qui sollicitent ces partis et, plus particulièrement, le P.C.F. Il saute aux yeux que ce parti, en matière de programme, de tactique, de « comportement social », ne se distingue plus de n'importe quel parti réformiste bon teint. Il a renié depuis longtemps l'internationalisme et assorti la dictature du prolétariat de tant de considérations qu'il l'exclut formellement. Il a progressivement abandonné tous les tabous stalinien, le parti unique dans le socialisme et le refus de la planification démocratique avant la prise du pouvoir, accepté la nécessité de la concentration économique, exalté la production et affirmé son attachement à « l'ordre », etc... Qu'est-ce qui justifie encore son existence distincte, le sépare encore d'une agence électorale à la façon S.F.I.O. ? Une seule chose : ses liens avec Moscou qui ne reposent que sur la foi inébranlable qu'il affirme en le « socialisme » russe que, pour cette raison, il ne peut mettre en discussion. Ce trait distinctif qui lui aliène toute la gauche petite-bourgeoise est en même temps son ultime raison d'être. C'est ce que ne veulent pas comprendre les Tillon et Garaudy, les contestataires tardés et les régénérateurs ingénus du P.C.F. : ou bien ce parti les suit sur la voie de la remise en cause du « modèle russe » - mais alors c'est sa dissolution à plus ou moins brève échéance dans le ramassis démocratique de gauche - ou bien il accepte inconditionnellement que la lumière ne lui vienne que de l'Est et, alors, se comporte... comme se comportent les Marchais, Duclos et consorts !

Jusqu'à mai - juin 1968, et surtout jusqu'au coup de théâtre de l'intervention russe en

Tchécoslovaquie, on pouvait admettre que le P.C.F. parviendrait à renouer des liens avec la gauche bourgeoise, à préparer une combinaison électorale de type Front populaire revue et corrigée et parachèverait en quelque sorte sa réintégration dans la « communauté nationale » : autrement dit, entre deux maîtres, opérerait pour celui qui paie le mieux. Les deux printemps, français et tchèque, ont pulvérisé cet espoir.

Le premier a déconsidéré le P.C.F. en tant que candidat à la relève du gaullisme ; le second a ruiné toute espérance de le promouvoir un jour « gérant loyal », admis et reconnu, sous la houlette nationale. Rien désormais ne peut faire oublier le réflexe horrifié, devant la fumée de quelques barricades, d'un parti fort de l'appui de 9 millions de grévistes. Rien ne peut effacer son rôle de faux témoin à l'appui de la « normalisation » en Tchécoslovaquie, et surtout pas le pitoyable argument de Marchais, récusant pour son parti, à l'usage des Français, des méthodes qu'il trouve acceptables pour des Tchèques !

**

On peut toujours se demander, comme M. Duverger du « Monde », pourquoi le P.C.F. ne sait pas s'accommoder de la situation « à l'italienne », c'est-à-dire condamner de façon toute platonique l'exclusion de Dubcek « sans trahir le grand frère moscovite » (Comme Ponce-Pilate on ne peut trouver mieux que ces invétérés cham-

ignons de « l'unité de la gauche » !)

Pas davantage que Tillon, ce bon Duverger n'a encore réalisé ce qu'est le véritable parti stalinien dont le P.C.F. est le prototype occidental. Ce n'est pas, comme son aîné et rival social-démocrate un fils de la démocratie petite-bourgeoise nationale. C'est le résultat historique d'une greffe : un mouvement ouvrier traditionnellement petit-bourgeois plié de vive force au centralisme et à la discipline qui sont des qualités exclusives aux deux seules forces sociales réellement protagonistes de l'histoire moderne : le grand capital et le prolétariat. Le stalinisme, de même qu'il a dénaturé l'Etat ouvrier soviétique, a vidé le centralisme et la discipline communistes de leur substance programmatique et sociale. Il en fait une réalisation historique originale : un mouvement de classe obéissant à un appareil capitaliste d'Etat extérieur et, à l'intérieur, une enveloppe d'organisation prolétarienne pactisant avec l'opportunisme petit-bourgeois.

Un tel édifice laborieusement construit par épurations successives, délations policières, procès truqués et dans lequel s'enchevêtrent terreur et corruption, diplomatie et violence est d'une rigidité telle qu'il ne peut supporter toutes les adaptations. Aujourd'hui, la place prise par ses deux succursales d'occident dans la vie nationale des pays intéressés est si importante qu'elle les voue à l'écartèlement. Il y aura jusqu'à leur fin, dans leur hiérarchie, des cadres acquis aux basses besognes lorsque Moscou le désirera, mais il y a en face une tendance grandissante qui veut rompre avec cette sujé-

tion. Si (le point de rupture, dans le P.C.F. est prêt d'être atteint c'est parce que, en son sein bientôt, s'affronteront l'attraction en direction des « voies nationales du socialisme » et la stricte obéissance à Moscou, ultime ciment interne du parti face à cette attraction.

Ce qu'il importe que la classe ouvrière sache c'est qu'aucune de ces deux tendances n'a quoi que ce soit à voir avec les intérêts du prolétariat. Pour celle qui s'exprime à travers « l'unité de la gauche », cela coule de source ; c'est, par le truchement de l'opportunisme traditionnel, la soumission directe à l'Etat capitaliste national. En ce qui concerne l'autre tendance, qui s'exprime par la rude voix du « grand frère moscovite », l'affaire tchécoslovaque est en train de dessiller les yeux : contre tous les Tillon et Garaudy du monde, le choix n'est pas celui qui est proposé de part et d'autre entre un « socialisme stalinien » et un « socialisme démocratique », mais entre deux esclavages, entre deux Etats également impérialistes.

Que ceux qui ont livré le prolétariat à chaque bourgeoisie nationale s'entredéchirent donc pour déterminer la meilleure façon de la servir ! Les manifestations pestilentielles de ce conflit sont une victoire pour ceux qui croient au déterminisme de l'histoire : le « grand parti » qui s'est prostitué aux exigences contradictoires du capital en est la première victime, l'opportunisme est en voie de décomposition.

Que vienne enfin la génération des fossoyeurs qui, enjambant ce cadavre puant, réglera le compte de son seigneur et maître : le capitalisme mondial.

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
 - Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire
 - La "leçon" bourgeoise
 - La "leçon" social-démocrate
 - La "leçon" anarchiste
 - La "leçon" du socialisme d'entreprise
 - La "leçon" trotskyste
- L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Correspondance :

" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(Cocher l'étoile).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

LISTE N° 7

Thérèse, 50; Rosa, 60; Piccino, 150; X..., 3,50; H..., 1,50; Béziers, 21; François, 90; Philippe, 20; Soutien Mustapha 50; Georges, 150; A.M.Z., 60; Bourg, 360; La Flèche, 100; A. et M., 240; S..., 40; R. et R., 40; Lucien, 240; Paris, 1.672,50; André, 200; Local, 7; J. P., 20.

Total Liste n° 7.. 3.575,50 F

Total précédent .. 11.990,31 F

Total général 15.565,81 F

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.